

Rapport d'activité Au 30 septembre 2010

1 **RAPPORT TRIMESTRIEL D'ACTIVITE**
(NON AUDITE)

PAGE 2

2 **COMPTES CONSOLIDÉS (NON AUDITES)**

PAGE 12

 **LAFARGE**

les matériaux au cœur de la vie™

Le Conseil d'Administration de Lafarge, réuni le 4 novembre 2010 sous la Présidence de Bruno Lafont, a approuvé les comptes au 30 septembre 2010.

Le rapport trimestriel d'activité qui suit doit être lu en liaison avec les comptes consolidés pour les neuf premiers mois de 2010 et le document de référence de la société pour l'exercice 2009 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 11 mars 2010 sous le numéro D.10-0104.

Dans les présents états financiers et dans nos communications aux actionnaires et aux investisseurs, l'expression « résultat d'exploitation courant » fait référence au sous-total « résultat courant avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres » dans le compte de résultat consolidé. Ce sous-total exclut donc du résultat d'exploitation courant les éléments dont le montant et/ou la fréquence sont par nature imprévisibles, telles que les plus-values de cession, les pertes de valeur d'actifs et les charges de restructuration. Même si ces éléments ont été constatés lors d'exercices précédents et qu'ils peuvent l'être à nouveau lors des exercices à venir, les montants constatés historiquement ne sont pas représentatifs de la nature et/ou du montant de ces éventuels éléments à venir. Le Groupe estime donc que le sous-total « résultat d'exploitation courant » présenté de manière distincte dans le compte de résultat, facilite la compréhension de la performance opérationnelle courante, permet aux utilisateurs des états financiers de disposer d'éléments utiles dans une approche prévisionnelle des résultats et d'identifier plus facilement les tendances de la performance financière du Groupe.

Par ailleurs, le « résultat d'exploitation courant » est une composante majeure du principal indicateur de rentabilité du Groupe, le retour sur capitaux employés. Ce ratio résulte de la somme du « résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres », après impôt, et du résultat des sociétés mises en équivalence, rapportée à la moyenne des capitaux employés. Le Groupe utilise cet agrégat en interne pour : a) gérer et évaluer les résultats de ses activités et branches d'activité, b) prendre des décisions d'investissement et d'allocation des ressources, et c) évaluer la performance du personnel d'encadrement. Compte tenu des limites liées à l'utilisation de cet agrégat, exposées ci-après, le Groupe restreint l'utilisation de cet agrégat à ces objectifs.

Ce sous-total présenté de manière distincte du résultat d'exploitation n'est pas nécessairement comparable aux indicateurs de même intitulé utilisés par d'autres Groupes. En aucun cas, il ne saurait être considéré comme équivalent au résultat d'exploitation du fait que les plus-values de cession, les pertes sur actifs, les restructurations et autres ont un impact sur notre résultat d'exploitation et notre trésorerie. Ainsi, le Groupe présente aussi, dans le compte de résultat consolidé, le résultat d'exploitation qui comprend l'ensemble des éléments ayant un impact sur le résultat opérationnel du Groupe et sur sa trésorerie.

1. Chiffres clés consolidés (non audités)

Chiffres d'affaires

(million euros)	9 mois			3 ^{ème} trimestre			12 mois
	2010	2009	% Var.	2010	2009	% Var.	2009
<i>Par zone géographique de destination</i>							
Europe occidentale	3 323	3 579	-7%	1 120	1 189	-6%	4 657
Amérique du nord	2 503	2 329	7%	1 115	966	15%	3 028
Moyen-Orient et Afrique	2 970	3 131	-5%	992	983	1%	4 018
Europe centrale et de l'Est	797	830	-4%	371	341	9%	1 053
Amérique latine	629	626	-	255	208	23%	791
Asie	1 988	1 748	14%	645	565	14%	2 337
<i>Par branche</i>							
Ciment	7 303	7 325	-	2 629	2 504	5%	9 477
Granulats et béton	3 829	3 892	-2%	1 509	1 413	7%	5 064
Plâtre	1 075	1 018	6%	360	333	8%	1 334
Autres	3	8	-	0	2	-	9
TOTAL	12 210	12 243	-	4 498	4 252	6%	15 884

Résultat d'exploitation courant

(million euros)	9 mois			3 ^{ème} trimestre			12 mois
	2010	2009	% Var.	2010	2009	% Var.	2009
<i>Par zone géographique de destination</i>							
Europe occidentale	428	438	-2%	144	171	-16%	552
Amérique du nord	96	15	24%	170	137	24%	(2)
Moyen-Orient et Afrique	765	894	-14%	271	287	-6%	1 115
Europe centrale et de l'Est	185	231	-20%	120	121	-1%	281
Amérique latine	153	118	30%	64	44	45%	158
Asie	284	287	-1%	70	92	-24%	373
<i>Par branche</i>							
Ciment	1 727	1 836	-6%	702	746	-6%	2 343
Granulats et béton	163	147	11%	140	116	21%	193
Plâtre	48	42	14%	14	10	40%	38
Autres	(27)	(42)	-	(17)	(20)	-	(97)
TOTAL	1 911	1 983	-4%	839	852	-2%	2 477

Autres chiffres clés

(millions d'euros, sauf résultat par action)	9 mois			3 ^{ème} trimestre			Full Year
	2010	2009	% Var.	2010	2009	% Var.	2009
Résultat net, part du Groupe	765	774	-1%	372	404	-8%	736
Hors exceptionnel ⁽¹⁾	604	731	-17%	371	404	-8%	829
Résultat par action (en euros) ⁽²⁾	2,67	2,99	-11%	1,30	1,42	-8%	2,77
Hors exceptionnel ⁽¹⁾	2,11	2,82	-25%	1,30	1,42	-8%	3,12
Cash Flow libre ⁽³⁾	1 303 ⁽⁴⁾	1 711	-24%	812 ⁽⁴⁾	836	-3%	2 834
Dette Nette	14 660	14 613	-				13 795

(1) Hors effet de l'ajustement de la provision sur le litige ciment Allemagne au T2 2009 et de la plus-value de cession des titres Cimpor en 2010.

(2) Le nombre moyen d'actions a augmenté après l'augmentation de capital finalisée en avril 2009. Le nombre moyen d'actions en circulation s'élevait à 285,0 millions et 258,9 millions, respectivement, au T3 2009 et sur les neuf premiers mois de l'année 2009, contre 286,1 millions au T3 2010 et sur les neuf premiers mois de l'année 2010.

(3) Défini comme les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation des activités poursuivies après déduction des investissements de maintien.

(4) Hors impact du versement exceptionnel de 338 millions € au troisième trimestre au titre de l'amende pour infraction aux règles européennes de la concurrence sur le marché des plaques en plâtre.

2. Analyse des résultats (non audités)

Toutes les données relatives au chiffre d'affaires, au résultat d'exploitation courant, ainsi qu'aux volumes vendus comprennent la contribution au pro rata de nos filiales consolidées par intégration proportionnelle.

Faits marquants du Groupe pour les neuf premiers mois de 2010

- Progression du chiffre d'affaires de 6% sur le trimestre sous l'effet de la stabilisation de la baisse des volumes et d'effets de change favorables.
- Résultat d'exploitation courant en baisse de 2% sur le trimestre en raison de l'inflation du coût des facteurs de production et de l'impact de la baisse des volumes, partiellement compensés par des réductions de coûts et des effets de change favorables.
- 300 millions d'euros d'économies réalisées depuis le début de l'année, dont 170 millions d'euros d'économies structurelles.
- Au Moyen-Orient et en Afrique, maintien d'une solide marge brute d'exploitation sur le trimestre, avec un résultat en hausse par rapport au deuxième trimestre.
- Premiers signes d'amélioration du marché depuis la mi-2008 en Europe centrale et de l'Est sur le trimestre.
- Intégration réussie des nouveaux actifs cimentiers du Brésil depuis fin juillet, contribuant à un accroissement du résultat d'exploitation courant en Amérique latine.
- Croissance de 21% du résultat d'exploitation courant de la division Granulats & Béton au troisième trimestre.
- Amélioration du besoin en fonds de roulement qui progresse de dix jours par rapport au troisième trimestre 2009.
- Maintien d'une solide position de trésorerie et de liquidité.

Synthèse du chiffre d'affaires et du résultat d'exploitation courant

Chiffre d'affaires et résultat d'exploitation courant consolidés

Au troisième trimestre 2010, le groupe a enregistré un accroissement des volumes en Amérique du Nord et de nouveaux signes de stabilisation en Europe occidentale à l'exception de l'Espagne et la Grèce. Les opérations dans les marchés émergents ont été contrastées, la demande demeurant globalement bien orientée, mais des volumes en baisse sur certains marchés ayant pesé sur les résultats. Soutenu par l'évolution favorable des devises, le chiffre d'affaires est resté stable depuis le début de l'année à 12 210 millions d'euros et s'est inscrit en hausse de 6 % par rapport au troisième trimestre 2009, passant de 4 252 millions d'euros à 4 498 millions d'euros sur la période. A périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires a reculé de 4 % depuis le début de l'année (-8% sur le premier trimestre et -2% aussi bien sur le deuxième que sur le troisième trimestre), principalement sous l'effet de la baisse des volumes. Pour les neuf premiers mois, les changements nets de périmètre ont eu un impact négatif sur notre chiffre d'affaires de 2 %, reflétant la cession de nos activités au Chili et en Turquie (en août 2009 et décembre 2009 respectivement) et celle de certains actifs granulats et béton en Amérique du Nord (essentiellement en juin 2009). Dans le même temps toutefois, nos opérations ont commencé à bénéficier des effets de la consolidation de nos nouvelles activités au Brésil depuis fin juillet 2010. Les variations de change ont eu un impact favorable (+5% depuis le début de l'année et +8% sur le troisième trimestre), traduisant l'impact de la dépréciation de l'euro par rapport à la plupart des devises, notamment par rapport au dollar canadien, au dollar US, au rand sud-africain, au real brésilien, et à certaines devises asiatiques (won coréen, ringgit malais et roupie indienne).

Malgré la poursuite des mesures strictes de maîtrise des coûts et une orientation des volumes plus favorable dans certains pays développés, le résultat d'exploitation courant s'est inscrit en baisse de 10% à périmètre et taux de change constants aussi bien sur le trimestre que depuis le début de l'année, sous l'effet conjugué de volumes globalement en retrait, de la hausse des coûts de production et de prix en baisse dans certains pays.

Chiffre d'affaires et résultat d'exploitation courant par secteur d'activité

Le chiffre d'affaires de chaque activité est analysé ci-dessous avant élimination des ventes inter branches.

Ciment

	9 mois				3 ^{ème} trimestre			
	2010	2009	% Variation	% Variation à taux de change et périmètre constants	2010	2009	% Variation	% Variation à taux de change et périmètre constants
(million d'euros) Chiffre d'affaires avant élimination des ventes inter branches	7 766	7 817	-1%	-4%	2 803	2 672	5%	-3%
Résultat d'exploitation courant	1 727	1 836	-6%	-11%	702	746	-6%	-13%

Dans les pays matures, l'orientation positive des volumes s'est poursuivie en Amérique du Nord et au Royaume-Uni. Par contraste, les effets de la crise économique ont continué à se faire ressentir en Espagne, et plus encore en Grèce. La demande a continué à croître sur la plupart des marchés émergents, mais nos résultats ont été pénalisés par la baisse des volumes due à l'arrivée de nouvelles capacités de production dans certains pays.

Le résultat d'exploitation courant s'est inscrit en retrait de 11% à périmètre et taux de change constants (-13% sur le troisième trimestre), sous l'effet de la baisse des volumes et de la hausse des coûts de production. Globalement, les prix ont affiché une bonne fermeté, malgré des baisses de prix dans certains pays.

Compte tenu de la forte exposition de nos activités cimentières aux zones non-euro et de la dépréciation de l'euro, les variations de change ont eu un impact positif significatif sur notre chiffre d'affaires (+5 % depuis le début de l'année et +8 % sur le troisième trimestre). La cession de nos activités au Chili et en Turquie et l'intégration de nos nouvelles activités au Brésil sur 2 mois en 2010 ont eu un impact net négatif de -1% sur notre chiffre d'affaires (impact nul au troisième trimestre).

EUROPE OCCIDENTALE

Chiffre d'affaires : 1 466 millions € à fin septembre 2010 (1 618 millions € en 2009)
498 millions € au troisième trimestre 2010 (550 millions € en 2009)

Résultat d'exploitation courant : 357 millions € à fin septembre 2010 (377 millions € en 2009)
134 millions € au troisième trimestre 2010 (163 millions € en 2009)

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires domestique s'est inscrit en diminution de 9% depuis le début de l'année et au troisième trimestre. La bonne orientation des volumes observée au Royaume-Uni et en Allemagne au deuxième trimestre s'est poursuivie au troisième trimestre, mais s'est vue contrebalancée par des conditions de marché particulièrement défavorables en Grèce et, dans une moindre mesure en Espagne, entraînant une contraction du chiffre d'affaires. En France, le marché et les prix ont bien résisté, bien que le retard dans la mise en œuvre de certains projets de construction routière ait pesé sur les volumes au troisième trimestre. Les prix sont en légère diminution par rapport à leur niveau sur les neuf premiers mois de 2009. Le résultat d'exploitation courant s'est contracté de 17% au troisième trimestre (-5% depuis le début de l'année). Cette diminution est liée principalement à la détérioration observée sur le marché grec (où l'activité a également subi l'impact d'une grève de 2 semaines des transporteurs routiers) et espagnol, à une augmentation des provisions pour créances douteuses en Grèce et à un renchérissement des coûts de combustibles. L'augmentation des ventes de crédits carbone a permis de compenser en partie l'impact de la baisse des volumes de ventes (94 millions d'euros depuis le début de l'année 2010, en hausse de 44 millions d'euros sur un an).

AMERIQUE DU NORD

Chiffre d'affaires : 1 009 millions € à fin septembre 2010 (929 millions € en 2009)
439 millions € au troisième trimestre 2010 (382 millions € en 2009)

Résultat d'exploitation courant : 66 millions € à fin septembre 2010 (25 millions € en 2009)
81 millions € au troisième trimestre 2010 (73 millions € en 2009)

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires domestique s'est inscrit en hausse de 1% (-12% au premier trimestre, +6% au deuxième trimestre, +3% au troisième trimestre). Après avoir subi les effets des

conditions météorologiques défavorables au premier trimestre, les volumes domestiques ont progressé sur la suite de l'année, tant aux Etats-Unis qu'au Canada, soutenus par des dépenses d'infrastructures accrues et la stabilisation du marché résidentiel. Les hausses de prix mises en œuvre au Canada ont en partie compensé les effets des prix en baisse aux Etats-Unis. La reprise des volumes et la poursuite des mesures de réduction des coûts ont permis au Groupe d'enregistrer une amélioration significative du résultat d'exploitation courant.

MARCHES EMERGENTS

Chiffre d'affaires : **5 291 millions € à fin septembre 2010 (5 270 millions € en 2009)**
1 866 millions € au troisième trimestre 2010 (1 740 millions € en 2009)

Résultat d'exploitation courant : **1 304 millions € à fin septembre 2010 (1 434 millions € en 2009)**
487 millions € au troisième trimestre 2010 (510 millions € en 2009)

Dans la région Moyen-Orient et Afrique, le chiffre d'affaires domestique à périmètre et taux de change constants s'inscrit en recul de 7% (-6% au troisième trimestre), ce qui est attribuable principalement à l'arrivée de nouvelles capacités en Jordanie. Si l'on exclut cet impact, notre chiffre d'affaires s'est stabilisé au troisième trimestre par rapport à l'année dernière, reflétant les améliorations réalisées par rapport au deuxième trimestre. En Egypte, la croissance régulière du marché s'est ralentie au troisième trimestre, où l'on a assisté à une légère baisse des prix. Nos volumes ont retrouvé une orientation positive sur le troisième trimestre, après le retrait à la fin du deuxième trimestre d'une hausse de prix ; nos volumes en Egypte sont toutefois en baisse depuis le début de l'année. En Algérie, le marché est resté dynamique tandis que la performance industrielle de nos activités s'est progressivement améliorée ; toutefois, les volumes sont en baisse depuis le début de l'année du fait d'arrêts de travail et de niveaux de production moindres. Le Nigéria et l'Irak ont bénéficié d'une croissance vigoureuse des volumes due aux besoins fondamentaux en infrastructures et en logements, malgré le ralentissement du marché nigérian de la construction au troisième trimestre dû à la baisse des dépenses publiques. À périmètre et taux de change constants, le résultat d'exploitation courant s'inscrit en diminution de 16% à 733 millions d'euros depuis le début de l'année et de 11% au troisième trimestre, principalement sous l'effet des volumes en baisse.

En Europe centrale et orientale, notre chiffre d'affaires domestique a diminué de 11 % à périmètre et taux de change constants, mais nous avons observé une amélioration ininterrompue depuis le début de l'année (-35% sur le premier trimestre, -11% au deuxième trimestre, +1% au troisième trimestre). L'amélioration observée au troisième trimestre est liée principalement à la croissance des volumes enregistrée en Russie et en Pologne. La Russie a bénéficié d'une orientation très favorable des prix au troisième trimestre mais globalement, les prix sont en légère baisse par rapport à 2009 sur la région, principalement du fait de la Pologne. Le résultat d'exploitation courant s'est inscrit en baisse de 23% à périmètre et taux de change constants (-8% au troisième trimestre), du fait de la contraction globale des volumes et des prix en baisse en Pologne, et ceci malgré l'impact des mesures de réduction des coûts et de la hausse des ventes de crédits carbone (la vente de crédits carbone atteint 36 millions d'euros depuis le début de l'année 2010, en hausse de 9 millions d'euros par rapport à l'an passé).

En Amérique Latine, à périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires domestique s'est inscrit en hausse de 5 % (+9 % sur le troisième trimestre) tandis que le résultat d'exploitation courant a progressé de 12 % (+7 % sur le troisième trimestre). La tendance de marché particulièrement favorable au Brésil, l'amélioration des prix dans la plupart des pays, et d'importantes mesures de réduction des coûts ont contribué à cette bonne performance. De plus, nos nouvelles activités au Brésil, intégrées à partir de la fin juillet 2010 et situées dans la dynamique région du nord-est, nous permettent de bénéficier de façon accrue de la croissance de ce marché.

En Asie, le chiffre d'affaires domestique a progressé de 1%, mais il s'inscrit en retrait de 5% au troisième trimestre à périmètre et taux de change constants, tandis que le résultat d'exploitation courant recule de 12% depuis le début de l'année et de 39% au troisième trimestre. La détérioration observée au troisième trimestre est liée à de mauvaises conditions météorologiques, à des conditions de marché défavorables en Corée du Sud ainsi qu'à la hausse des coûts énergétiques dans la plupart des pays. De plus, en Chine, l'effet positif de la hausse des prix et des volumes au Yunnan a été largement compensé par la baisse des volumes et des prix à Chongqing et dans le Sichuan en raison de l'augmentation des capacités dans ces régions, effet qui, conjugué à la hausse des coûts énergétiques, a pesé sur le résultat d'exploitation courant de la région. L'Inde a de nouveau bénéficié de la croissance vigoureuse du marché dans la région du Nord Est. En Indonésie, la nouvelle cimenterie d'Aceh a dans un premier temps commencé son activité de broyage au deuxième trimestre pour accentuer notre présence locale et nous permettre de mieux capturer la croissance du marché. Aux Philippines, les volumes domestiques ont progressé dans un contexte de prix de vente en hausse et de maîtrise des coûts. En Malaisie, nos activités ont bénéficié d'une augmentation de prix mise en œuvre récemment dans un contexte de léger recul des volumes domestiques.

Granulats et béton

	9 mois				3 ^{ème} trimestre			
	2010	2009	% Variation	% Variation à taux de change et périmètre constants	2010	2009	% Variation	% Variation à taux de change et périmètre constants
(million d'euros) Chiffre d'affaires avant élimination des ventes inter branches	3 833	3 894	-2%	-3%	1 512	1 413	7%	-
Résultat d'exploitation courant	163	147	11%	-8%	140	116	21%	3%

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires de la branche Granulats et Béton s'inscrit en recul de 3 % depuis le début de l'année, et reste stable sur le troisième trimestre, grâce à l'accroissement des volumes en Amérique du Nord et au Royaume Uni, alors que les tendances ont été contrastées dans les autres régions. La cession en 2009 de nos activités au Chili et de certains actifs en Amérique du Nord a eu un effet négatif de -170 millions d'euros sur notre chiffre d'affaires. Toutefois, cet effet a été largement compensé par l'impact positif des fluctuations de change (237 millions d'euros, soit +6 % depuis le début de l'année, +9 % sur le troisième trimestre).

GRANULATS ET AUTRES PRODUITS ASSOCIES

Chiffre d'affaires : *1 887 millions € à fin septembre 2010 (1 813 millions € en 2009)
807 millions € au troisième trimestre 2010 (720 millions € en 2009)*

Résultat d'exploitation courant : *128 millions € à fin septembre 2010 (81 millions € en 2009)
113 millions € au troisième trimestre 2010 (89 millions € en 2009)*

A périmètre et taux de change constants, les ventes de granulats purs s'inscrivent en progression depuis le début de l'année à la faveur d'une amélioration des volumes sur les deuxième et troisième trimestres. Notre marge d'exploitation s'est améliorée, soutenue par la hausse des volumes et par la poursuite de notre politique de maîtrise stricte des coûts.

En Europe occidentale, l'amélioration du marché britannique s'est poursuivie, soutenue par de grands projets d'infrastructures. En France, les volumes ont également enregistré une tendance positive sur les deuxième et troisième trimestres. En revanche, l'Espagne et la Grèce continuent de ressentir les effets de la crise financière et de la réduction des dépenses publiques. Globalement, les prix se sont stabilisés sur le troisième trimestre mais sont en légère baisse sur les neuf premiers mois de 2010, principalement du fait de l'Espagne. La hausse des volumes et une maîtrise stricte des coûts nous ont permis d'améliorer notre résultat d'exploitation courant.

En Amérique du Nord, nos activités ont bénéficié de l'augmentation des dépenses d'infrastructures aux Etats-Unis et au Canada, les volumes étant soutenus par les dépenses liées aux plans de relance et par la stabilisation du secteur de la construction résidentielle. La fermeté globale des prix, la maîtrise des coûts et la performance particulièrement vigoureuse enregistrée au Canada ont soutenu l'amélioration du résultat d'exploitation courant.

Dans le reste du monde, la fin de projets majeurs dans la région de Durban en Afrique du Sud et l'atonie des marchés en Europe Centrale et de l'Est au premier semestre de l'année ont pesé sur les résultats. Toutefois, le troisième trimestre a été fortement marqué par l'amélioration des volumes en Pologne, soutenus par les projets routiers.

BETON ET AUTRES PRODUITS ASSOCIES

Chiffre d'affaires : *2 222 millions € à fin septembre 2010 (2 345 millions € en 2009)
811 millions € au troisième trimestre 2010 (793 millions € en 2009)*

Résultat d'exploitation courant : *35 millions € à fin septembre 2010 (66 millions € en 2009)
27 millions € au troisième trimestre 2010 (27 millions € en 2009)*

Bien que le rythme du ralentissement ait décéléré aux deuxième et troisième trimestres, la contraction des volumes dans la plupart des pays, et les prix en baisse, expliquent les résultats en retrait. La part accrue de nos produits à forte valeur ajoutée à périmètre constant et la maîtrise rigoureuse de nos coûts ont toutefois permis de limiter cet effet.

En Europe occidentale, les volumes de béton prêt à l'emploi ont de nouveau progressé au Royaume-Uni, grâce à de grands projets, tandis qu'en France les volumes se sont stabilisés. Dans les autres pays d'Europe occidentale, et notamment en Grèce et en Espagne, les conditions de marché toujours déprimées se sont

traduites par un déclin des volumes. Les prix se sont inscrits en légère baisse, notamment en Espagne et au Royaume-Uni, en partie en raison du mix produits.

En Amérique du Nord, les volumes ont enregistré une progression de 2% depuis le début de l'année, avec une évolution positive au troisième trimestre, due notamment à l'augmentation des projets sur les marchés de l'immobilier institutionnel et commercial au Canada et à la reprise progressive de la demande sur l'immobilier résidentiel dans l'est des Etats-Unis.

Dans le reste du monde, le résultat d'exploitation courant s'inscrit en baisse par rapport à l'an passé, malgré des tendances contrastées d'un pays à l'autre, en raison de la fin des grands projets en Afrique du Sud, de conditions de marché défavorables en Europe centrale et orientale et au ralentissement du marché au Moyen-Orient. Toutefois, l'évolution des volumes s'est améliorée au troisième trimestre dans la plupart des régions, notamment en Pologne, au Brésil ou en Inde, contribuant à l'amélioration des résultats.

Plâtre

	9 mois				3 ^{ème} trimestre			
	2010	2009	% Variation	% Variation à taux de change et périmètre constants	2010	2009	% Variation	% Variation à taux de change et périmètre constants
(million d'euros) Chiffre d'affaires avant élimination des ventes inter branches	1 090	1 035	5%	1%	365	339	8%	1%
Résultat d'exploitation courant	48	42	14%	9%	14	10	40%	33%

Le chiffre d'affaires affiche une progression de 5% depuis le début de l'année et de 8% au troisième trimestre, bénéficiant de l'évolution favorable des fluctuations de change. À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires s'inscrit en progression de 1% depuis le début de l'année et au troisième trimestre, soutenu par des tendances de marché favorables en Asie, et malgré les conditions de marché plus difficiles en France.

À périmètre et taux de change constants, le résultat d'exploitation courant s'est amélioré grâce à la hausse des volumes et une maîtrise stricte des coûts, et ceci malgré l'impact négatif de la baisse des prix de vente par rapport à 2009.

Autres rubriques du compte de résultat

Autres éléments du résultat d'exploitation **-145 millions € à fin septembre 2010 (-18 millions € en 2009)**
- 35 millions € au troisième trimestre 2010 (-16 millions € en 2009)

Les autres éléments du résultat d'exploitation comprennent principalement l'impact des cessions, les pertes de valeur, les coûts de restructuration, et des variations de provisions pour litiges. Sur les neuf premiers mois de 2010, les plus-values nettes de cession ont atteint 50 millions d'euros contre 62 millions d'euros en 2009. Les autres charges d'exploitation se sont élevées à 195 millions d'euros contre 80 millions d'euros en 2009. En 2009, les autres charges d'exploitation avaient bénéficié d'une reprise de provision de 43 millions d'euros suite à la décision du tribunal supérieur de Düsseldorf de réduire le montant de l'amende qui avait été imposée au Groupe en 2002. Sur les neuf premiers mois de 2010, le groupe a comptabilisé des dépréciations d'actifs et des coûts de fermeture d'une usine de papier en Suède, des pertes de valeur sur des actifs en Europe occidentale et en Corée du Sud du fait de l'environnement économique, et des coûts de restructuration dans différents pays.

Charges financières **499 millions € à fin septembre 2010 (678 millions € en 2009)**
216 millions € au troisième trimestre 2010 (222 millions € en 2009)

Les charges financières sur l'endettement net ont légèrement diminué à 580 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2010, contre 586 millions d'euros en 2009 à la même période, reflétant principalement l'effet de la diminution de l'endettement net moyen par rapport aux neuf premiers mois de 2009, en partie annulé par un taux d'intérêt moyen en hausse sur la période. Le taux d'intérêt moyen sur la dette brute s'est ainsi établi à 5,3 % sur les neuf premiers mois de 2010 contre 5,0 % sur les neuf premiers mois de 2009.

Les variations de change ont entraîné une perte de 24 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2010 (perte de 6 millions d'euros en 2009). Ces variations portent principalement sur des prêts et des dettes libellés dans des devises pour lesquelles il n'existe pas de possibilité de couverture.

Les autres charges et produits financiers comprennent la plus-value de 161 millions d'euros réalisée sur la cession des actions Cimpor. Hors cet élément exceptionnel, les autres frais financiers s'inscrivent en baisse à 56 millions d'euros, contre 86 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2009, en raison de l'impact négatif en 2009 de l'amortissement accéléré d'une partie des frais de syndication sur la ligne de crédit d'acquisition d'Orascom suite au remboursement anticipé des tranches A1 et A2.

Impôts **284 millions € à fin septembre 2010 (244 millions € en 2009)**
127 millions € au troisième trimestre 2010 (109 millions € en 2009)

Le taux d'imposition effectif augmente à 22,4 % en 2010 contre 19,2 % en 2009, du fait de l'effet du retrait progressif des exonérations fiscales temporaires, et ce malgré l'effet positif de la non-taxation de la plus-value réalisée sur la cession des titres Cimpor.

Participations ne donnant pas le contrôle **204 millions € à fin septembre 2010 (255 millions € en 2009)**
88 millions € au troisième trimestre 2010 (92 millions € en 2009)

Sur les neuf premiers mois de 2010, la part des résultats attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle s'est inscrite en baisse par rapport aux neuf premiers mois de 2009, mais s'est stabilisée au troisième trimestre, reflétant principalement l'évolution des résultats en Jordanie et en Egypte.

Résultat net par du Groupe¹ **765 millions € à fin septembre 2010 (774 millions € en 2009)**
372 millions € au troisième trimestre 2010 (404 millions € en 2009)

Hors effet de l'ajustement de la provision sur le litige ciment en Allemagne au deuxième trimestre 2009 et de la plus-value de cession des titres Cimpor en 2010, le résultat net s'est inscrit en baisse de 17 % pour les neuf premiers mois et de 8 % au troisième trimestre, en raison des volumes en baisse dans certains pays, et malgré l'amélioration observée au deuxième et au troisième trimestres sur certains marchés matures où les niveaux d'activité avaient atteint des niveaux historiquement faibles.

Résultat net par action **2,67 € à fin septembre 2010 (2,99 € en 2009)**
1,30 € au troisième trimestre 2010 (1,42 € en 2009)

Hors effet de l'ajustement de la provision sur le litige ciment au deuxième trimestre 2009 et de la plus-value de 161 millions d'euros sur les titres Cimpor en 2010, le résultat par action a diminué de 25 % sur les neuf premiers mois de 2010, traduisant la diminution du résultat net ajusté et le plein effet sur le nombre moyen d'actions de l'augmentation de capital réalisée en avril 2009.

¹ Résultat net de l'ensemble consolidé attribuable aux propriétaires de la société mère

Flux de trésorerie

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation ont atteint 1 151 millions d'euros sur les neuf premiers mois de l'année (1 910 millions d'euros à fin septembre 2009).

Si l'on exclut le paiement exceptionnel d'une amende de 338 millions d'euros pour infraction aux règles européennes de la concurrence en juillet 2010 sur le marché des plaques de plâtre, les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation ont baissé de 22 %, ce qui est lié principalement à l'évolution de la variation du besoin en fonds de roulement.

En 2009, la forte réduction intervenue entre décembre 2008 et septembre 2009 de notre besoin en fonds de roulement strict² rapporté en nombre de jours de chiffre d'affaires avait totalement compensé l'augmentation habituelle entre décembre et septembre, liée au caractère saisonnier de nos ventes. Sur les neuf premiers mois de 2010, nous avons poursuivi nos actions d'optimisation du besoin en fonds de roulement qui s'est à nouveau réduit à 45 jours à fin septembre 2010, mais dans une moindre mesure, se comparant à un niveau déjà très optimisé de 46 jours à fin décembre 2009. Cette amélioration n'a pas suffi à compenser totalement la hausse du besoin en fonds de roulement liée à la traditionnelle saisonnalité de nos ventes ainsi qu'au niveau d'activité plus favorable sur les pays matures en 2010.

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement ressortent à 975 millions d'euros (682 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2009).

Nous avons réduit de 7 % les investissements de maintien à 186 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2010 contre 199 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2009.

Les investissements de développement interne ont également été contenus à 795 millions d'euros (contre 926 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2009). Ces investissements sont liés principalement à des grands projets dans la branche Ciment tels que l'extension de nos capacités dans l'est de l'Inde, en Chine, en Pologne, en Ouganda et au Nigéria, la reconstruction de la cimenterie d'Aceh en Indonésie et aux investissements dans la mise en place de nouvelles capacités en Syrie et en Arabie Saoudite.

En tenant compte de la cession d'une participation minoritaire en Malaisie pour 141 millions d'euros et de la dette nette cédée, les opérations de désinvestissement réalisées à fin septembre 2010, nettes de frais de cession, ont réduit la dette de 286 millions d'euros. Outre le cash reçu au titre de la cession de la participation minoritaire dans Lafarge Malayan Cement Berhad, les cessions comprennent principalement le paiement de la deuxième tranche de la cession de nos activités au Venezuela, et des cessions d'actifs industriels et de terrains. En 2009, les cessions avaient atteint 633 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2009, en prenant en compte la dette financière cédée. Il s'agissait principalement de la cession de nos activités au Chili, de nos activités cimentières en Turquie et au Venezuela (paiement de la première tranche) et de nos activités Granulats et Béton dans l'Est du Canada.

Etat de la situation financière consolidée

Au 30 septembre 2010, les fonds propres du Groupe s'élevaient à 17 649 millions d'euros (16 800 millions d'euros au 31 décembre 2009) **et l'endettement net à 14 660 millions d'euros** (13 795 millions d'euros au 31 décembre 2009).

L'augmentation des fonds propres est notamment due à la conversion en euro, sans contrepartie de trésorerie, des actifs de nos filiales étrangères, compte tenu de l'appréciation de la plupart des devises par rapport à l'euro (0,8 milliard d'euros), ainsi qu'au résultat net pour la période (1,0 milliard d'euros), partiellement compensé par l'impact des dividendes (-0,8 milliard d'euros).

Par rapport au 31 décembre 2009, l'augmentation de 0,9 milliard d'euros de l'endettement net consolidé résulte principalement de l'impact de conversion négatif (0,4 milliard d'euros) lié à l'appréciation du dollar US et de la livre sterling par rapport à l'euro sur la période, et au paiement exceptionnel d'une amende pour infraction aux règles européennes de la concurrence sur le marché des plaques de plâtre (0,3 milliard d'euros). De plus, les flux nets de trésorerie générés par les opérations d'exploitation et par les cessions ont été largement compensés par le financement de nos investissements industriels et par le paiement des dividendes sur la période.

² Le besoin en fonds de roulement strict étant défini comme la somme des postes clients et stocks et travaux en cours, après déduction du poste fournisseurs

Perspectives pour 2010

Devant l'évolution des tendances de la demande au troisième trimestre, le Groupe maintient ses prévisions de croissance globale de ses marchés. Lafarge prévoit une demande de ciment sur ses marchés comprise entre -1 et +3 % en 2010 par rapport à 2009. Compte tenu de l'évolution de l'offre et de la demande, les perspectives de volumes pour le Groupe pourraient s'écarter des tendances des marchés locaux dans certains pays. Les prix devraient rester bien orientés sur l'ensemble de l'année, malgré des baisses sur certains marchés.

A l'approche de 2011, nous restons prudents sur la tendance des marchés développés, tout en maintenant notre perspective d'une croissance soutenue dans les marchés émergents. L'urbanisation, l'évolution démographique et les besoins en infrastructures vont continuer, comme ces dernières années, à y soutenir la demande du secteur de la construction.

Ce document peut contenir des informations de nature prévisionnelle. Ces informations constituent soit des tendances, soit des objectifs, et ne sauraient être regardées comme des prévisions de résultat ou de tout autre indicateur de performance. Ces informations sont soumises par nature à des risques et incertitudes, dont la plupart sont hors de notre contrôle, et notamment ceux décrits dans le Document de Référence de la Société disponible sur son site Internet (www.lafarge.com). Elles ne reflètent donc pas les performances futures de la Société, qui peuvent en différer sensiblement. La Société ne prend aucun engagement quant à la mise à jour de ces informations.

Des informations plus complètes concernant Lafarge peuvent être obtenues sur son site Internet (www.lafarge.com), sous la rubrique « Information réglementée ».

Ce document ne constitue pas une offre de vente ou la sollicitation d'une offre d'achat de titres Lafarge.

3. Comptes consolidés (non audités)

Compte de résultat consolidé

	9 mois		3ème trimestre		31 décembre
	2010	2009	2010	2009	2009
<i>(millions d'euros, sauf indications contraires)</i>					
Produits des activités ordinaires	12 210	12 243	4 498	4 252	15 884
Coût des biens vendus	(9 031)	(9 004)	(3 216)	(2 990)	(11 707)
Frais administratifs et commerciaux	(1 268)	(1 256)	(443)	(410)	(1 700)
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	1 911	1 983	839	852	2 477
Plus- (moins-) values de cession	50	62	5	16	103
Autres produits (charges) d'exploitation	(195)	(80)	(40)	(32)	(330)
Résultat d'exploitation	1 766	1 965	804	836	2 250
Charges financières	(797)	(839)	(250)	(250)	(1 136)
Produits financiers	298	161	34	28	210
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	(14)	(14)	(1)	(9)	(18)
Résultat avant impôts	1 253	1 273	587	605	1 306
Impôts	(284)	(244)	(127)	(109)	(260)
Résultat net de l'ensemble consolidé	969	1 029	460	496	1 046
<i>Dont part attribuable aux:</i>					
- Propriétaires de la société mère du Groupe	765	774	372	404	736
- Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	204	255	88	92	310
Résultats nets par action (euros)					
Part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe:					
- Résultat par action de base	2,67	2,99	1,30	1,42	2,77
- Résultat par action dilué	2,67	2,99	1,30	1,42	2,77
Nombre moyen d'actions (milliers)	286 086	258 937	286 086	284 966	265 547

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers .

Etat du résultat global consolidé

(millions d'euros)	9 mois		3ème trimestre		31 décembre
	2010	2009	2010	2009	2009
Résultat net de l'ensemble consolidé	969	1 029	460	496	1 046
Actifs financiers disponibles à la vente	(138)	265	-	50	381
Couverture des flux de trésorerie	-	21	-	6	32
Gains et pertes actuariels	(179)	(414)	(64)	(45)	(174)
Ecarts de conversion	816	(460)	(1 497)	(266)	(77)
Impôts sur les autres éléments du résultat global	52	107	16	12	-
Autres éléments du résultat global pour la période, nets d'impôt	551	(481)	(1 545)	(243)	162
Résultat global de la période	1 520	548	(1 085)	253	1 208
<i>Dont part attribuable aux:</i>					
- Propriétaires de la société mère du Groupe	1 241	358	(1 025)	181	937
- Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	279	190	(60)	72	271

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

Actifs financiers disponibles à la vente

Le gain latent sur les titres Cimentos de Portugal (CIMPOR), d'un montant de 148 millions d'euros, a été transféré au compte de résultat consolidé dans le cadre de la cession de cet actif (cf. Notes 3 et 7).

Gains et pertes actuariels

L'évolution de la position nette du Groupe sur ses engagements de retraite conduit à reconnaître 179 millions d'euros de perte actuarielle nette sur les 9 premiers mois 2010 en capitaux propres (perte de 125 millions d'euros nette d'impôts), perte essentiellement relative aux régimes de retraite à prestations définies aux Etats-Unis, au Canada ainsi qu'au Royaume-Uni. Les pertes actuarielles liées à ces régimes résultent notamment de l'effet de la baisse des taux d'actualisation sur les engagements de retraite.

Ecarts de conversion

La variation des écarts de conversion entre le 1^{er} janvier 2010 et le 30 septembre 2010 (taux de clôture) s'élève à 816 millions d'euros, dont 373 millions d'euros au titre de l'appréciation du dinar algérien, de la livre égyptienne, du peso philippin, du dollar américain et du ringgit malaysien par rapport à l'euro.

Sur le 3^{ème} trimestre 2010, la variation des écarts de conversion s'élève à -1 497 millions d'euros, dont -827 millions d'euros relatifs aux devises mentionnées ci-dessus.

Etat de la situation financière consolidée

(millions d'euros)

	Au 30 septembre		Au 31 décembre
	2010	2009	2009
ACTIF			
ACTIF NON COURANT	34 208	32 220	32 857
Goodwill	14 200	12 890	13 249
Immobilisations incorporelles	627	616	632
Immobilisations corporelles	17 523	16 385	16 699
Participations dans des entreprises associées	355	451	335
Autres actifs financiers	958	1 452	1 591
Instruments dérivés actifs	69	50	43
Impôts différés actifs	476	376	308
ACTIF COURANT	7 762	7 233	6 640
Stocks et travaux en cours	1 806	1 816	1 702
Clients	2 392	2 319	1 686
Autres débiteurs	1 080	1 062	1 008
Instruments dérivés actifs	134	81	24
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 350	1 955	2 220
TOTAL ACTIF	41 970	39 453	39 497
PASSIF			
Capital	1 146	1 141	1 146
Primes	9 636	9 583	9 620
Actions propres	(26)	(27)	(27)
Réserves et résultat consolidés	5 784	5 593	5 555
Autres réserves	(635)	(634)	(370)
Ecart de conversion	(206)	(1 300)	(947)
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe	15 699	14 356	14 977
Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	1 950	1 719	1 823
CAPITAUX PROPRES	17 649	16 075	16 800
PASSIF NON COURANT	17 272	16 880	16 652
Impôts différés passifs	966	842	887
Provision avantages du personnel	1 274	1 334	1 069
Provisions	589	980	939
Passifs financiers	14 366	13 686	13 712
Instruments dérivés passifs	77	38	45
PASSIF COURANT	7 049	6 498	6 045
Provision avantages du personnel	113	61	109
Provisions	143	139	136
Fournisseurs	2 019	1 595	1 652
Autres créditeurs	1 715	1 535	1 630
Impôts à payer	289	193	193
Passifs financiers	2 674	2 931	2 265
Instruments dérivés passifs	96	44	60
TOTAL PASSIF	41 970	39 453	39 497

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

Tableau des flux de trésorerie consolidés

(millions d'euros)	9 mois		3 ^{ème} trimestre		31 décembre
	2010	2009	2010	2009	2009
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'EXPLOITATION					
Résultat de l'ensemble consolidé	969	1 029	460	496	1 046
<i>Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés aux opérations, des impôts et des frais financiers :</i>					
Amortissements des immobilisations	879	849	301	280	1 123
Pertes de valeur des actifs	94	41	14	6	164
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	14	14	1	9	18
(Plus)- et moins- valeur de cession	(50)	(62)	(4)	(16)	(103)
(Produits) charges financiers	499	678	216	222	926
Impôts	284	244	127	109	260
Autres, nets (y compris dividendes reçus des sociétés mises en équivalence) ⁽³⁾	(241)	(34)	(259)	(4)	(57)
Variation du besoin en fond de roulement lié aux opérations d'exploitation avant effet des impôts et des frais financiers (voir analyse ci-dessous)	(344)	138	(1)	43	1 029
Flux nets de trésorerie liés aux opérations avant impôts et frais financiers	2 104	2 897	855	1 145	4 406
Intérêts reçus/payés ⁽³⁾	(652)	(681)	(218)	(183)	(827)
Impôts sur les bénéfices payés	(301)	(306)	(93)	(62)	(373)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation	1 151	1 910	544	900	3 206
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT					
Investissements industriels	(996)	(1 157)	(317)	(315)	(1 645)
Acquisitions de titres d'entreprises consolidées ⁽¹⁾	4	(21)	18	-	(29)
Investissement dans les entreprises associées	(1)	(4)	-	-	(10)
Acquisitions d'actifs financiers disponibles à la vente	(23)	(26)	1	(9)	(35)
Cessions d'actifs ⁽²⁾	143	588	38	409	760
(Augmentation) diminution nette des prêts et autres débiteurs non courants	(102)	(62)	(19)	(32)	(115)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(975)	(682)	(279)	53	(1 074)
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT					
Variations de capital - propriétaires de la société mère	19	1 445	6	(2)	1 448
Variations de capital - participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	1	-	1	-	86
Variation des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales	141	-	141	-	-
(Acquisitions) cessions en numéraire d'autocontrôle	-	-	-	-	-
Dividendes versés par la société mère	(575)	(393)	(575)	(393)	(393)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	(246)	(117)	(36)	(14)	(143)
Augmentation des passifs financiers à plus d'un an	1 495	3 234	691	563	4 495
Remboursement des passifs financiers à plus d'un an	(952)	(4 964)	(712)	(873)	(6 829)
Augmentation (Diminution) des passifs financiers à moins d'un an	(2)	(24)	(111)	8	(153)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(119)	(819)	(595)	(711)	(1 489)

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

	9 mois		3ème trimestre		31 décembre
	2010	2009	2010	2009	2009
<i>(millions d'euros)</i>					
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie	57	409	(330)	242	643
Incidence des variations des cours des monnaies étrangères sur la trésorerie et autres incidences non monétaires	73	(45)	(93)	(33)	(14)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	2 220	1 591	2 773	1 746	1 591
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	2 350	1 955	2 350	1 955	2 220
(1) Dont trésorerie des entreprises acquises	35	-	35	-	3
(2) Dont trésorerie des entreprises cédées	2	50	-	13	54
(3) Inclut l'élimination de la reprise de provision de 250 M€ relative à l'amende plâtre, élément sans incidence de trésorerie du "Résultat de l'ensemble consolidé" (Cf. Note 3 et 8). Les intérêts payés au titre de cette amende s'élèvent à 88 M€ et sont reflétés sur la ligne "Intérêts reçus/payés".					
Analyse de la variation du besoin en fonds de roulement	(344)	138	(1)	43	1 029
(Augmentation) diminution des stocks et travaux en cours	(44)	306	(28)	59	433
(Augmentation) diminution des clients	(589)	(53)	(82)	3	562
(Augmentation) diminution des autres débiteurs - hors créances fiscales et frais financiers à recevoir	(56)	199	(100)	(87)	361
Augmentation (diminution) des fournisseurs	244	(255)	83	(108)	(236)
Augmentation (diminution) des autres créditeurs - hors dettes fiscales, frais financiers à payer	101	(59)	126	176	(91)

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

	Actions en circulation <i>(en nombre d'actions)</i>	dont : Actions propres	Capital	Primes	Actions propres	Réserves et résultat consolidés	Autres réserves	Ecart de conversion	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle <i>(Intérêts minoritaires)</i>	Capitaux propres <i>(millions d'euros)</i>
Solde 1er janvier 2009	195 236 534	436 793	781	8 462	(40)	5 225	(613)	(905)	12 910	1 725	14 635
<i>Résultat global de la période</i>						774	(21)	(395)	358	190	548
Dividendes versés						(393)			(393)	(117)	(510)
Augmentation de capital réservée	90 109 164		360	1 103					1 463		1 463
Augmentation de capital (exercice de stock-option)									-		-
Paievements fondés sur des actions				18					18		18
Actions propres		(56 645)			13	(13)			-		-
Autres mouvements - participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)									-	(79)	(79)
Solde au 30 septembre 2009	285 345 698	380 148	1 141	9 583	(27)	5 593	(634)	(1 300)	14 356	1 719	16 075
Solde 1er janvier 2010	286 453 316	380 148	1 146	9 620	(27)	5 555	(370)	(947)	14 977	1 823	16 800
<i>Résultat global de la période</i>						765	(265)	741	1 241	279	1 520
Dividendes versés						(575)			(575)	(257)	(832)
Augmentation de capital (exercice de stock-option)	463										-
Paievements fondés sur des actions				16					16		16
Actions propres		(16 470)			1	(8)			(7)		(7)
Variation des parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales (Cf. Note 7)						47			47	92	139
Autres mouvements - participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)										13	13
Solde au 30 septembre 2010	286 453 779	363 678	1 146	9 636	(26)	5 784	(635)	(206)	15 699	1 950	17 649

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers .

Notes annexes aux comptes consolidés

Note 1. Description de l'activité

Lafarge S.A. est une société anonyme de droit français. Son nom commercial est "Lafarge". La Société a été créée en 1884 sous le nom de "J. et A. Pavin de Lafarge". Les statuts actuels de la Société fixent sa durée jusqu'au 31 décembre 2066, sous réserve d'une nouvelle prorogation. Le siège social est situé au 61, rue des Belles Feuilles, BP 40, 75782 Paris Cedex 16. La Société est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 542105572 RCS Paris.

Le Groupe organise ses activités en trois branches : Ciment, Granulats & Béton et Plâtre.

Les actions Lafarge se négocient sur la Bourse de Paris depuis 1923. Le titre Lafarge fait partie du CAC-40 (et ce depuis l'origine de cet indice) et du SBF 250.

Les termes "Lafarge S.A." et "la société mère", utilisés ci-après, font référence à la société anonyme de droit français (hors filiales consolidées). Les termes "Groupe" ou "Lafarge" font référence à l'ensemble économique composé de la société Lafarge S.A. et de ses filiales consolidées.

Les comptes intermédiaires condensés sont présentés en euros arrondis au million le plus proche.

Ces comptes intermédiaires ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 4 novembre 2010.

Note 2. Synthèse des principales règles et méthodes comptables

2.1 – Comptes intermédiaires

Les comptes consolidés intermédiaires condensés du Groupe Lafarge au 30 septembre 2010 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 – Information Financière Intermédiaire. S'agissant de comptes condensés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les états financiers consolidés annuels du groupe Lafarge, pour l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires condensés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 septembre 2010 et disponibles sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Ces principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2009, présentés dans la Note 2 des comptes consolidés du Document de Référence 2009, à l'exception des points présentés au paragraphe 2.2 - Nouvelles normes et interprétations IFRS - infra.

Les méthodes d'évaluation spécifiques aux comptes consolidés intermédiaires condensés sont les suivantes :

- La charge d'impôt de la période résulte de l'estimation d'un taux effectif Groupe annuel qui est appliqué au résultat avant impôt de la période hors éléments exceptionnels significatifs. L'estimation de ce taux effectif annuel intègre notamment l'effet attendu des opérations d'optimisation fiscale. Les éventuels éléments exceptionnels de la période sont comptabilisés avec leur charge d'impôt réelle (par exemple : taxation spécifique des plus-values).
- Les charges comptabilisées sur la période au titre des rémunérations en actions et des avantages au personnel correspondent au prorata des charges estimées de l'année.

Par ailleurs, dans le cadre du contexte actuel de crise économique, le Groupe a procédé à une revue au 30 septembre 2010 des indices de perte de valeur relatifs aux goodwill alloués aux Unités Génératrices de Trésorerie. Cette revue n'a pas mis en évidence de situation de perte de valeur au 30 septembre 2010.

2.2 – Nouvelles normes et interprétations IFRS

Application des normes IFRS 3 et IAS 27 révisées à compter du 1^{er} janvier 2010

Les normes IFRS 3 – Regroupements d'entreprises et IAS 27 – Etats financiers consolidés et individuels, révisées ont été publiées par l'IASB le 10 janvier 2008 et sont d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2010 suite à l'adoption par l'Union Européenne le 3 juin 2009.

Les principes et méthodes comptables désormais en vigueur pour les opérations entrant dans le champ d'application de ces normes sont décrits ci-après.

Les normes IFRS 3 et IAS 27 révisées sont d'applications prospectives et sont donc sans incidence sur les regroupements d'entreprises réalisés avant le 1^{er} janvier 2010.

Les regroupements d'entreprises réalisés avant le 1^{er} janvier 2010 ont été comptabilisés selon les principes décrits dans la Note 2.5 – Regroupements d'entreprises, goodwill et immobilisations incorporelles de l'annexe aux états financiers consolidés du Document de Référence 2009 (page F14).

Regroupements d'entreprises réalisés à compter du 1^{er} janvier 2010

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode :

- les actifs identifiables acquis et passifs repris sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition
- la participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise (intérêts minoritaires) est évaluée soit à la juste valeur, soit à la quote-part dans l'actif net identifiable de l'entité acquise. Cette option est disponible au cas par cas pour chaque opération de regroupement d'entreprises.

Les coûts directs liés à l'acquisition sont constatés en charges de la période et sont présentés sur la ligne "Autres produits (charges) d'exploitation" du compte de résultat consolidé.

Les ajustements de prix éventuels du regroupement d'entreprises sont valorisés à la juste valeur à la date d'acquisition même s'il n'est pas probable qu'une sortie de ressources soit nécessaire pour éteindre l'obligation. Après la date d'acquisition, l'ajustement de prix est évalué à sa juste valeur à chaque arrêté des comptes. Au-delà d'une période d'un an à compter de la date d'acquisition, tout changement ultérieur de cette juste valeur sera constaté en résultat si l'ajustement de prix est un passif financier.

A la date d'acquisition, le goodwill correspond à la différence entre :

- la juste valeur de la contrepartie transférée, augmentée du montant des intérêts minoritaires dans l'entreprise acquise et, dans un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, de la juste valeur à la date d'acquisition de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise, ainsi réévaluée par le compte de résultat et,
- le solde net des montants des actifs identifiables acquis et passifs repris à la date d'acquisition.

Le goodwill est par la suite évalué au coût initial diminué le cas échéant du cumul des pertes de valeur enregistrées.

Acquisition complémentaire de titres après la prise de contrôle exclusif

Lors d'une acquisition complémentaire de titres d'une entité déjà contrôlée exclusivement, l'écart entre le prix d'acquisition des titres et la quote-part complémentaire de capitaux propres consolidés acquise est constaté en capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe en maintenant inchangée la valeur consolidée des actifs et passifs identifiables de la filiale y compris le goodwill.

Cession de titres sans perte de contrôle exclusif

Lors d'une opération de cession partielle de titres d'une entité contrôlée exclusivement, cette opération ne modifiant pas le contrôle exercé sur cette entité, l'écart entre la juste valeur du prix de cession des titres et la quote-part de capitaux propres consolidés que ces titres représentent à la date de leur cession est constaté en capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe en maintenant inchangée la valeur consolidée des actifs et passifs identifiables de la filiale y compris le goodwill.

Cession de titres avec perte de contrôle exclusif

La perte de contrôle exclusif donne lieu à la constatation d'un résultat de cession calculé sur la totalité de la participation à la date de l'opération.

Toute participation résiduelle conservée est ainsi évaluée à sa juste valeur par le compte de résultat au moment de la perte de contrôle exclusif.

Autres normes et interprétations applicables à compter du 1^{er} janvier 2010

Les autres nouvelles normes et interprétations applicables à compter du 1^{er} janvier 2010, listées dans les Note 2.1 – Principes comptables et Note 2.27 – Normes et interprétations publiées mais non encore entrées en vigueur – de l'annexe aux états financiers consolidés du Document de Référence 2009 (page F11 et F22) n'ont pas eu d'incidence sur les comptes consolidés intermédiaires condensés du Groupe au 30 septembre 2010.

Depuis la publication du Document de Référence 2009, l'Union Européenne a adopté les normes applicables à compter du 1^{er} janvier 2010 ci-après. L'adoption de ces normes est sans incidence sur les états financiers consolidés du Groupe.

- Améliorations des normes IFRS ;
- IFRS 1 révisée – Exemptions supplémentaires pour les premiers adoptants ;
- IFRS 2 révisée – Transactions intragroupe dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie.

Application de normes par anticipation

Le Groupe n'a pas anticipé de normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2010.

Depuis la publication du Document de Référence 2009, l'Union Européenne a adopté les normes ci-après :

- IFRS 1 révisée – Exemption d'informations comparatives IFRS 7 pour les premiers adoptants (applicable aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} juillet 2010). L'application de ce texte n'aura pas d'impact sur les états financiers consolidés du Groupe.
- IFRIC 19 – Extinction de passifs financiers au moyen d'instruments de capitaux propres (applicable aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} juillet 2010). L'application de ce texte pourrait avoir une incidence sur les états financiers consolidés du Groupe.
- IFRIC 14 révisée – Paiements anticipés des exigences de financement minimal (applicable aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2011). L'application de ce texte devrait avoir une incidence limitée sur les états financiers consolidés du Groupe.
- Norme IAS 24 révisée – Information relative aux parties liées (applicable aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2011). L'application de ce texte pourrait avoir une incidence sur les états financiers consolidés du Groupe.

Nouvelles normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore entrées en vigueur (non adoptées par l'Union Européenne)

- Améliorations des normes IFRS, publiée par l'IASB en mai 2010 et applicable selon les normes aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} juillet 2010 ou 1^{er} janvier 2011.
- Amendements d'IFRS 7 – Informations à fournir – Transferts d'actifs financiers, publiée par l'IASB en octobre 2010 et applicable aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} juillet 2011.

2.3 – Saisonnalité

La demande dans les activités du ciment, des granulats et du béton est saisonnière et tend à diminuer en hiver dans les pays tempérés et pendant la saison des pluies dans les pays tropicaux. Nous enregistrons généralement une baisse de notre chiffre d'affaires au premier trimestre, pendant la saison hivernale sur nos principaux marchés d'Europe et d'Amérique du Nord. Aux deuxième et troisième trimestres, en revanche, le chiffre d'affaires est plus élevé, du fait de la saison estivale propice aux constructions.

Note 3. Principaux faits marquants de la période

3.1 Cession de Cimentos de Portugal et acquisition d'opérations cimentières de Votorantim

En février 2010, le Groupe a échangé sa participation de 17,28% dans Cimentos de Portugal (Cimpor) à Votorantim contre des opérations cimentières de Votorantim au Brésil ainsi que des dividendes payés par Cimpor au titre de son exercice 2009.

Les opérations cimentières reçues de Votorantim ont été évaluées à 755 millions d'euros, ce qui valorise la participation Cimpor cédée à un prix de 6,5 euros par action, équivalent par ailleurs au prix auquel le constructeur portugais Teixeira Duarte a lui-même cédé mi-février 2010 sa participation de 22,17% dans Cimpor au conglomerat brésilien Camargo Correa.

Sur cette base et compte tenu des dividendes versés par Cimpor sur le deuxième trimestre 2010 pour un montant de 23 millions d'euros, la plus-value, non taxable, réalisée par le Groupe dans le cadre de cette transaction d'échange s'élève, nette de frais, à 161 millions d'euros, et est inscrite sur la ligne "Produits financiers" au compte de résultat consolidé, les titres Cimpor étant des actifs financiers disponibles à la vente.

Les opérations cimentières brésiliennes ont été transférées au Groupe de manière effective le 19 juillet 2010, opérations qui comprennent notamment deux stations de broyage, une usine, des contrats de fourniture de laitier, ainsi que de fourniture de "clinker" aux stations de broyage. Ces opérations, qui ont été regroupées au sein d'une nouvelle société brésilienne Cia de Cimento Portland Lacim (ci-après "Lacim"), sont ainsi consolidées dans les comptes du Groupe à compter du 19 juillet 2010, date de prise de contrôle. Le Groupe a effectué une revue détaillée des comptes de Lacim et le processus de valorisation des actifs, passifs et passifs éventuels, telles que définies par la norme IFRS 3 révisée – Regroupement d'entreprises, qui requière l'intervention d'experts (internes ou externes), est en cours de réalisation à ce stade. L'allocation du prix d'acquisition et la détermination du goodwill généré seront finalisées au plus tard dans les 12 mois suivant la date de prise de contrôle.

Les actifs nets acquis et le goodwill détaillés ci-après sont donc provisoires en date du 30 septembre 2010 :

(millions d'euros)

Prix d'acquisition (versé en actions Cimpor)	755
Juste valeur provisoire des actifs nets acquis (1)	270
	<hr/>
Goodwill provisoire au 30 septembre 2010	<u>485</u>

(1) dont 231 millions d'euros de juste valeur provisoire des actifs industriels et 30 millions d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie acquis.

Dans le cadre de cette opération d'échange, le Groupe a reçu des garanties de passifs pour un montant maximum de 140 million d'euros avec des délais de mise en œuvre et des seuils qui dépendent des matières couvertes, ainsi que des garanties spécifiques pour couvrir certains actifs, propriétés et accords spécifiques liés à la transaction.

3.2 Cession d'une participation minoritaire dans Lafarge Malayan Cement Berhad

Lafarge a cédé en juillet 2010 à la Bursa Malaysia Securities Berhad une participation minoritaire représentant 11,2% du capital de Lafarge Malayan Cement Berhad ("LMCB"), pour un montant net de 141 millions d'euros. Lafarge conserve le management des activités malaises et en reste l'actionnaire principal, avec une participation majoritaire de 51% dans LMCB.

Cette opération ne modifiant pas la nature du contrôle exercé par le Groupe sur LMCB et en conformité avec les dispositions d'IAS 27 révisée (cf. Note 2.2), l'incidence de cette cession partielle d'intérêts a été comptabilisée en capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe pour 49 millions d'euros (141 millions d'euros d'impact sur les capitaux propres – cf. Note 7), et est reflétée sur le tableau de flux de trésorerie consolidé dans les opérations de financement sur la ligne "Variations des parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales" pour un montant de 141 millions d'euros.

Au total, les opérations de désinvestissement réalisées au 30 septembre 2010 ont réduit, net des frais de cession, l'endettement financier net du Groupe de 286 millions d'euros, reflétés sur le tableau de flux de trésorerie pour respectivement 143 millions d'euros sur la ligne "Cessions d'actifs", 141 millions d'euros sur la ligne "Variations des parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales", 1 million d'euros sur la ligne "Variations de capital – participations ne donnant pas le contrôle", montants auxquels s'ajoutent 1 million d'euros de dette financière des opérations cédées.

3.3 Emissions obligataires

Au cours du mois d'avril 2010, Lafarge a procédé, dans le cadre de son programme EMTN, à une émission obligataire de 500 millions d'euros d'une durée de 8 ans, portant un coupon de 5,0%. Le produit de cette opération a refinancé une tombée obligataire de même montant en juillet 2010 (cf. Note 6).

Lafarge a procédé le 7 juillet 2010 au placement d'une émission obligataire de 550 millions de dollars américains d'une durée de cinq ans, portant un coupon fixe de 5,5%. Le produit de cette opération a refinancé une partie de la dette existante (cf. Note 6).

3.4 Allongement de la maturité de la ligne de crédit syndiquée

Le 27 juillet 2010, Lafarge a signé un contrat d'avenant à la ligne de crédit syndiquée de 1 850 millions d'euros, dont l'objet était d'en étendre la durée d'une année.

La nouvelle échéance a ainsi été portée au 28 juillet 2013 pour un montant de 1 654 millions d'euros (110 millions d'euros restent à échéance 28 juillet 2012, et environ 86 millions d'euros sont arrivés à échéance le 28 juillet 2010).

3.5 Litiges

Le 17 juin 2010, la Cour de Justice de l'Union Européenne a rejeté le pourvoi en cassation formé par Lafarge contre la décision de la Commission européenne imposant à Lafarge une amende de 249,6 millions d'euros pour avoir participé avec ses concurrents, entre 1992 et 1998, à des répartitions de marché ainsi qu'à des concertations sur les prix de la plaque de plâtre, essentiellement au Royaume-Uni et en Allemagne. Le paiement de l'amende et des intérêts courus (des provisions supplémentaires avaient été comptabilisées dans les comptes clos de chaque année depuis 2003 au titre des intérêts courus) a été effectué le 23 juillet 2010 pour un montant total de 338 millions d'euros (cf. Note 8). Ce montant était entièrement provisionné.

Note 4. Information sectorielle, par secteur d'activité et zone géographique

Conformément à IFRS 8, Secteurs opérationnels, l'information présentée ci-après pour chaque secteur opérationnel est identique à celle présentée au Principal Décideur Opérationnel (le Président-Directeur Général) aux fins de prise de décision concernant l'affectation de ressources au secteur et d'évaluation de sa performance.

Le Groupe est organisé autour de trois secteurs opérationnels (les branches Ciment, Granulats et Béton, Plâtre) dénommés secteurs d'activité, gérés séparément, ayant chacun leurs propres besoins en capitaux et leur propre stratégie marketing. Chaque secteur exploite, fabrique et vend des produits spécifiques.

- La branche Ciment produit et vend une large gamme de ciments et de liants hydrauliques adaptés aux besoins du secteur de la construction.
- La branche Granulats et Béton produit et vend des granulats, du béton prêt à l'emploi, des produits dérivés du béton, et, pour l'activité de revêtement routier, d'autres produits et services.
- La branche Plâtre produit et vend principalement des doublages et habillages muraux pour les secteurs de la construction à usage commercial et d'habitation.

Le Groupe comprend également des activités résiduelles et des holdings regroupées dans le secteur "Autres".

La direction évalue la performance des secteurs sur la base:

- du résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructurations et autres, et de la quote-part dans le résultat des entreprises associées et,
- des capitaux investis (définis comme la somme des goodwill, des immobilisations incorporelles et corporelles, des participations dans des entreprises associées et du besoin en fonds de roulement).

La performance en matière de financement et de trésorerie (incluant l'incidence des charges et produits financiers), et la fiscalité sur le résultat, sont suivies au niveau du Groupe, et ne sont pas allouées aux secteurs.

Les principes comptables retenus pour la détermination des résultats des différents secteurs sont identiques à ceux présentés dans la Note 2 des comptes consolidés du Document de Référence 2009.

Les ventes et transferts entre les secteurs sont réalisés au prix du marché.

Pour l'information par zone géographique, les ventes sont présentées par région ou pays de destination des produits.

(a) Information par secteur

30 septembre 2010 (millions d'euros)	Ciment	Granulats & Béton	Plâtre	Autres	Total
Compte de résultat					
Produits des activités ordinaires	7 766	3 833	1 090	3	12 692
Moins : inter-branche	(463)	(4)	(15)	-	(482)
Produits des activités ordinaires	7 303	3 829	1 075	3	12 210
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	1 727	163	48	(27)	1 911
Plus- (moins-) values de cession	53	(3)	-	-	50
Autres produits (charges) d'exploitation	(135)	(16)	(40)	(4)	(195)
<i>Dont dépréciation de goodwill et autres actifs</i>	<i>(71)</i>	<i>(7)</i>	<i>(16)</i>	<i>-</i>	<i>(94)</i>
Résultat d'exploitation	1 645	144	8	(31)	1 766
Charges financières					(797)
Produits financiers					298
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	(21)	3	4	-	(14)
Impôts					(284)
Résultat net de l'ensemble consolidé					969
Autres informations					
Dotation aux amortissements des immobilisations	(583)	(196)	(65)	(35)	(879)
Autres produits (charges) sectoriels du résultat d'exploitation sans contrepartie de trésorerie	(90)	12	(27)	250	145
Investissements industriels	811	116	48	21	996
Capitaux investis	26 675	5 408	1 514	363	33 960
					-
					-
Bilan					
Actifs sectoriels	30 904	6 722	1 910	1 755	41 291
<i>Dont participation dans des entreprises associées</i>	<i>182</i>	<i>32</i>	<i>135</i>	<i>6</i>	<i>355</i>
Actifs non alloués ^(a)					679
Total actif					41 970
Passifs sectoriels	2 736	1 191	334	1 882	6 143
Passifs non alloués ^(b)					35 827
Total passif					41 970

^(a) Impôts différés actifs et instruments dérivés

^(b) Impôts différés passifs , passifs financiers , instruments dérivés et capitaux propres .

30 septembre 2009 (millions d'euros)	Ciment	Granulats & Béton	Plâtre	Autres	Total
Compte de résultat					
Produits des activités ordinaires	7 817	3 894	1 035	8	12 754
Moins : inter-branche	(492)	(2)	(17)	-	(511)
Produits des activités ordinaires	7 325	3 892	1 018	8	12 243
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	1 836	147	42	(42)	1 983
Plus- (moins-) values de cession	18	42	5	(3)	62
Autres produits (charges) d'exploitation	(41)	(26)	(7)	(6)	(80)
<i>Dont dépréciation de goodwill et autres actifs</i>	<i>(35)</i>	<i>(3)</i>	<i>(3)</i>	-	<i>(41)</i>
Résultat d'exploitation	1 813	163	40	(51)	1 965
Charges financières					(839)
Produits financiers					161
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	(19)	1	4	-	(14)
Impôts					(244)
Résultat net de l'ensemble consolidé					1 029
Autres informations					
Dotation aux amortissements des immobilisations	(557)	(195)	(60)	(37)	(849)
Autres produits (charges) sectoriels du résultat d'exploitation sans contrepartie de trésorerie	31	23	8	(62)	-
Investissements industriels	888	172	66	31	1 157
Capitaux investis	24 641	5 272	1 489	814	32 216
Bilan					
Actifs sectoriels	28 030	6 516	1 860	2 540	38 946
<i>Dont participation dans des entreprises associées</i>	<i>290</i>	<i>17</i>	<i>127</i>	<i>17</i>	<i>451</i>
Actifs non alloués ^(a)					507
Total actif					39 453
Passifs sectoriels	2 270	1 110	389	2 068	5 837
Passifs non alloués ^(b)					33 616
Total passif					39 453

^(a) Impôts différés actifs et instruments dérivés

^(b) Impôts différés passifs , passifs financiers , instruments dérivés et capitaux propres .

31 décembre 2009 (millions d'euros)	Ciment	Granulats & Béton	Plâtre	Autres	Total
Compte de résultat					
Produits des activités ordinaires	10 105	5 067	1 355	9	16 536
Moins : inter-branche	(628)	(3)	(21)	-	(652)
Produits des activités ordinaires	9 477	5 064	1 334	9	15 884
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	2 343	193	38	(97)	2 477
Plus- (moins-) values de cession	62	40	5	(4)	103
Autres produits (charges) d'exploitation	(209)	(41)	(63)	(17)	(330)
<i>Dont dépréciation de goodwill et autres actifs</i>	<i>(152)</i>	<i>(8)</i>	<i>(4)</i>	-	<i>(164)</i>
Résultat d'exploitation	2 196	192	(20)	(118)	2 250
Charges financières					(1 136)
Produits financiers					210
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	(27)	2	5	2	(18)
Impôts					(260)
Résultat net de l'ensemble consolidé					1 046
Autres informations					
Dotation aux amortissements des immobilisations	(733)	(265)	(81)	(44)	(1 123)
Autres produits (charges) sectoriels du résultat d'exploitation sans contrepartie de trésorerie	(133)	13	21	(20)	(119)
Investissements industriels	1 278	225	102	40	1 645
Capitaux investis	24 924	5 102	1 437	373	31 836
Bilan					
Actifs sectoriels	28 647	6 279	1 829	2 367	39 122
<i>Dont participation dans des entreprises associées</i>	<i>182</i>	<i>17</i>	<i>128</i>	<i>8</i>	<i>335</i>
Actifs non alloués ^(a)					375
Total actif					39 497
Passifs sectoriels	2 451	1 044	382	1 851	5 728
Passifs non alloués ^(b)					33 769
Total passif					39 497

^(a) Impôts différés actifs et instruments dérivés

^(b) Impôts différés passifs, passifs financiers, instruments dérivés et capitaux propres.

(b) Information par zone géographique

Pour les besoins de la présentation de l'information par secteur géographique, les produits sectoriels (produits des activités ordinaires) sont déterminés sur la base de la localisation géographique des clients. Les actifs non-courants sont affectés aux secteurs selon leur implantation géographique.

Les actifs non-courants regroupent les goodwill, les immobilisations incorporelles, les immobilisations corporelles et les participations dans des entreprises associées. Ils incluent depuis le 31 décembre 2009 l'allocation définitive par région du prix d'acquisition d'Orascom Cement et son allocation provisoire avant cette date.

	30 septembre 2010		30 septembre 2009		31 décembre 2009	
	Produits des activités ordinaires	Actifs non-courants	Produits des activités ordinaires	Actifs non-courants	Produits des activités ordinaires	Actifs non-courants
<i>(millions d'euros)</i>						
Europe occidentale	3 323	6 882	3 579	7 403	4 657	6 964
<i>dont :</i>						
<i>France</i>	1 668	2 329	1 785	2 670	2 328	2 333
<i>Espagne</i>	221	1 015	306	1 185	390	1 030
<i>Royaume-Uni</i>	709	1 556	644	1 569	833	1 541
Amérique du Nord	2 503	5 986	2 329	5 697	3 028	5 799
<i>dont :</i>						
<i>Etats-Unis</i>	1 313	4 838	1 314	4 618	1 674	4 691
<i>Canada</i>	1 190	1 148	1 015	1 079	1 354	1 108
Moyen Orient et Afrique	2 970	12 393	3 131	11 286	4 018	11 927
<i>dont :</i>						
<i>Egypte</i>	564	2 785	557	2 663	704	2 779
<i>Algérie</i>	344	3 120	355	3 390	460	3 056
Europe centrale et de l'est	797	1 961	830	1 826	1 053	1 875
Amérique latine	629	1 450	626	695	791	710
Asie	1 988	4 033	1 748	3 435	2 337	3 640
Total	12 210	32 705	12 243	30 342	15 884	30 915

(c) Clients importants

Le Groupe n'a pas de dépendance à l'égard de clients externes.

Note 5. Résultats par action

Le calcul des résultats de base et dilué par action pour les périodes closes les 30 septembre 2010 et 2009, et pour le 31 décembre 2009 est présenté ci-dessous :

	9 mois		31 décembre
	2010	2009	2009
Numérateur (millions d'euros)			
Résultat, part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe	765	774	736
Dénominateur (en milliers d'actions)			
Nombre moyen d'actions	286 086	258 937	265 547
Effet dilutif des stock-options	260	220	260
Nombre moyen d'actions - dilué	286 346	259 157	265 807
Résultat par action (euros)	2,67	2,99	2,77
Résultat dilué par action (euros)	2,67	2,99	2,77

Note 6. Passifs financiers

Les passifs financiers se décomposent comme suit :

	30 septembre		31 décembre
	2010	2009	2009
<i>(millions d'euros)</i>			
Passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires, part à plus d'un an	14 296	13 607	13 634
Options de vente octroyées aux minoritaires, part à plus d'un an	70	79	78
Passifs financiers, part à plus d'un an	14 366	13 686	13 712
Passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires, part à moins d'un an	2 450	2 714	2 033
Options de vente octroyées aux minoritaires, part à moins d'un an	224	217	232
Passifs financiers, part à moins d'un an	2 674	2 931	2 265
Total passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires	16 746	16 321	15 667
Total options de vente octroyées aux minoritaires	294	296	310
Total passifs financiers	17 040	16 617	15 977

Analyse des passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires par maturité :

	30 septembre		31 décembre
	2010	2009	2009
<i>(millions d'euros)</i>			
A plus de cinq ans	5 752	5 068	5 959
A plus d'un an et moins de cinq ans	8 544	8 539	7 675
Part à plus d'un an	14 296	13 607	13 634
A plus de six mois et moins d'un an	482	945	1 161
A moins de six mois	1 968	1 769	872
Total	16 746	16 321	15 667

Au 30 septembre 2010, 1 302 millions d'euros de passifs financiers à moins d'un an ont été classés en passifs financiers à plus d'un an par adossement à des lignes de crédit confirmées, le Groupe ayant la capacité de les refinancer à moyen et long terme.

Ces passifs financiers à moins d'un an, que le Groupe a la capacité de refinancer en utilisant le financement disponible fourni par les lignes de crédit confirmées à moyen et long terme, sont classés dans l'état de la situation financière consolidée en passif non courant dans la rubrique "Passifs financiers". La variation nette de ces passifs est présentée dans le tableau des flux de trésorerie en "Augmentation des passifs financiers à plus d'un an" si elle est positive et en "Remboursement des passifs financiers à plus d'un an" si elle est négative. La variation nette de ces passifs est une augmentation de 366 millions d'euros au 30 septembre 2010 (une diminution de 1 195 millions d'euros au 30 septembre 2009 et une diminution de 1 088 millions d'euros au 31 décembre 2009).

Taux d'intérêt moyen instantané

- Le taux d'intérêt moyen instantané de l'endettement brut après swaps s'établit au 30 septembre 2010 à 5,3% (4,9% au 30 septembre 2009 et 5,3 % au 31 décembre 2009).

Emissions obligataires

Le 13 avril 2010, Lafarge a procédé à une émission obligataire, dans le cadre de son programme EMTN, pour un montant de 500 millions d'euros, d'une durée de 8 ans et portant un coupon de 5,0%, afin de refinancer l'emprunt obligataire de 500 millions d'euros arrivant à échéance le 6 juillet 2010.

Le 6 juillet 2010, Lafarge a placé une émission obligataire sur le marché américain pour un montant de 550 millions de dollars américains, portant un coupon de 5,5% pour une durée de cinq ans. Les fonds, encaissés le 9 juillet dernier, ont servi à rembourser une partie de la dette court terme du groupe.

Programme de cession de créances (titrisation)

- Le groupe dispose de plusieurs programmes de cession de créances commerciales, sans recours, sous forme de titrisation :
 - Le premier en France conclu en janvier 2000 pour les activités Ciments et Plâtres, renouvelé à deux reprises, inclut les activités Granulats et Bétons depuis septembre 2009. Ce programme a une durée de cinq ans à compter de juin 2010.
 - Le second conclu en septembre 2009 en Amérique du Nord (Etats-Unis et Canada) pour une durée de trois ans.
 - Le dernier conclu en mars 2010 conjointement en Espagne et au Royaume-Uni, pour une partie des activités Ciments, Bétons et Granulats de ces deux pays, pour une période de cinq ans également.
- Dans le cadre de ces programmes, certaines filiales françaises, nord américaines, britanniques et espagnoles ont convenu de vendre, sur une base renouvelable, certaines de leurs créances clients. Conformément aux dispositions des contrats, les filiales ne conservent pas le contrôle sur les créances cédées et il n'existe aucun droit ou obligation de racheter les créances cédées. Dans ces contrats, l'acheteur des créances, pour assurer son risque, ne finance qu'une partie des créances qui lui sont cédées, comme usuellement pratiqué dans le cadre de transactions commerciales similaires. Ainsi, les risques et avantages ne pouvant être considérés comme intégralement transférés, les créances clients ne peuvent pas être déconsolidées et ces opérations sont traitées comme un financement sécurisé.
- Le poste " Clients " comprend donc un encours de créances cédées pour un montant de 714 millions d'euros équivalents au 30 septembre 2010 (747 millions d'euros au 30 septembre 2009 et 745 millions d'euros au 31 décembre 2009).
- Les passifs financiers comprennent 577 millions d'euros équivalents au titre de ces programmes au 30 septembre 2010 (637 millions d'euros au 30 septembre 2009 et 642 millions d'euros au 31 décembre 2009).
- Les programmes européens font l'objet de dépôts et parts subordonnés s'élevant à 137 millions d'euros au 30 septembre 2010 (110 millions d'euros au 30 septembre 2009 et 103 millions d'euros au 31 décembre 2009).

Options de vente octroyées aux minoritaires

Dans le cadre de l'acquisition de certaines entités, le Groupe a consenti à des actionnaires tiers des options de vente de leur participation à un prix déterminé en fonction de la valeur de marché. Ces actionnaires sont soit des institutions internationales telles que la Banque Européenne de Reconstruction et de Développement, soit des investisseurs privés financiers ou industriels, voire les anciens actionnaires des entités considérées. Dans l'hypothèse où l'ensemble de ces options serait exercé, la valeur d'achat, y compris passifs financiers et trésorerie acquis, s'élèverait à 335 millions d'euros en valeur 30 septembre 2010 (339 millions d'euros en valeur 30 septembre 2009 et 345 millions d'euros au 31 décembre 2009).

En 2010 et 2011, une partie de ces options est exerçable pour un montant, en valeur 30 septembre 2010, de 265 millions d'euros. Le solde, soit 70 millions d'euros, est exerçable à partir de 2012.

Les options de vente octroyées aux minoritaires de sociétés consolidées globalement sont considérées comme une dette du Groupe. Sur le total des options de vente octroyées par le Groupe, celles octroyées à des actionnaires tiers dans des sociétés contrôlées exclusivement représentent respectivement 294 millions d'euros au 30 septembre 2010 et 310 millions d'euros au 31 décembre 2009, les autres options étant octroyées à des actionnaires d'entreprises associées ou de coentreprises.

Le traitement retenu a pour effet de constater cette dette en contrepartie d'une réduction des intérêts minoritaires et, s'agissant d'options de vente octroyées avant le 1^{er} janvier 2010, de la constatation d'un goodwill pour tout écart entre la valeur des minoritaires et la valeur de la dette (respectivement 159 millions d'euros au 30 septembre 2010 et 163 millions d'euros au 31 décembre 2009).

Note 7. Capitaux propres

(a) Dividendes

Le tableau ci-dessous présente le montant du dividende par action voté par le Groupe en 2010 au titre de l'exercice 2009 (payé en juillet 2010) ainsi que celui voté en 2009 au titre de l'exercice 2008 (payé en juillet 2009).

(en euros, sauf indication contraire)	2009	2008
Dividende total (en millions d'euros)	575	393
Dividende par action	2,00	2,00
Dividende majoré par action	2,00	2,20

(b) Autres éléments du résultat global, nets d'impôts – part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe

L'analyse du mouvement de la période des autres éléments du résultat global, nets d'impôts est présentée, pour la part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe, dans le tableau ci-dessous :

	Au 31 décembre 2009	Variation de la période	Transfert au compte de résultat	Au 30 septembre 2010
Actifs financiers disponibles à la vente	160	10	(148)	22
<i>Valeur brute</i>	169	10	(148)	31
<i>Impôt différé</i>	(9)	-	-	(9)
Couverture des flux de trésorerie	(42)	(9)	7	(44)
<i>Valeur brute</i>	(55)	(11)	11	(55)
<i>Impôt différé</i>	13	2	(4)	11
Gains et pertes actuariels	(488)	(125)	-	(613)
<i>Valeur brute</i>	(661)	(179)	-	(840)
<i>Impôt différé</i>	173	54	-	227
Total Autres réserves	(370)	(124)	(141)	(635)
Total Ecart de conversion	(947)	741	-	(206)
Total Autres éléments du résultat global, nets d'impôts	(1 317)	617	(141)	(841)

(c) Variations de parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales

Au 30 septembre 2010, les variations de parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales s'élèvent à 139 millions d'euros, dont 141 millions d'euros au titre de la cession d'une participation minoritaire en Malaisie (cf. Note 3).

Note 8. Litiges

Lafarge est impliqué dans un certain nombre de procédures judiciaires et arbitrales dans le cadre de l'exercice normal de son activité. Lafarge fait également l'objet de certaines demandes et actions en justice qui dépassent le cadre du cours ordinaire de son activité et dont les plus significatives sont résumées ci-après.

Les charges qui peuvent résulter de ces procédures ne sont provisionnées que lorsqu'elles sont probables et que leur montant peut être raisonnablement estimé. Le montant des provisions retenu est fondé sur l'appréciation par Lafarge du niveau de risque au cas par cas et dépend notamment de l'appréciation par Lafarge du bien-fondé des demandes, du stade d'avancement des procédures et des arguments de défense de Lafarge, étant précisé que la survenance d'événements en cours de procédure peut entraîner à tout moment une réappréciation du risque.

Europe – Plâtre: Le 8 juillet 2008, le tribunal de première instance à Luxembourg a confirmé la décision de la Commission européenne imposant à Lafarge une amende de 249,6 millions d'euros pour avoir participé avec ses concurrents, entre 1992 et 1998, à des répartitions de marché ainsi qu'à des concertations sur les prix de la plaque de plâtre, essentiellement au Royaume-Uni et en Allemagne. Le 17 juin 2010, la Cour de Justice de l'Union Européenne a rejeté le pourvoi en cassation formé par Lafarge contre cette décision. En conséquence, le paiement de l'amende et des intérêts courus (des provisions supplémentaires avaient été comptabilisées dans les comptes clos de chaque année depuis 2003 au titre des intérêts courus) a été effectué le 23 juillet 2010 pour un montant total de 338 millions d'euros. Ce montant était entièrement provisionné.

Allemagne – Ciment : A la suite d'enquêtes sur le marché allemand du ciment, les autorités allemandes de la concurrence (le Bundeskartellamt) ont imposé, le 14 avril 2003, des amendes aux principaux cimentiers en Allemagne, dont l'une d'un montant de 86 millions d'euros à Lafarge Zement, la filiale cimentière du Groupe en Allemagne, au titre de prétendues pratiques anticoncurrentielles en Allemagne. Estimant que le montant de l'amende était disproportionné au regard des faits, Lafarge Zement avait formé un recours contre cette décision auprès du tribunal supérieur (le Oberlandesgericht) de Düsseldorf. Par ailleurs, le 15 août 2007, Lafarge Zement s'était partiellement désisté de son appel pour certains griefs qui lui avaient été notifiés par le Bundeskartellamt. En conséquence, Lafarge Zement avait payé un montant de 16 millions d'euros le 2 novembre 2007 et réduit la provision d'un montant équivalent.

La décision du tribunal concernant les griefs pour lesquels Lafarge Zement a maintenu son appel a finalement été rendue le 26 juin 2009, exonérant partiellement Lafarge Zement et réduisant très significativement l'amende restant due à 24 millions d'euros. Lafarge Zement a formé un pourvoi devant la cour suprême évoquant des moyens de droit. La décision de la Cour suprême devrait intervenir en 2011.

La recevabilité au fond d'actions de groupe introduites par des tiers en vue d'obtenir des dommages-intérêts peut dépendre de l'issue des procédures ci-dessus. Cette action initiée par ces tiers n'a pas connu d'évolutions suite à la décision de la Cour d'Appel de Düsseldorf.

La provision globale au titre de ce cas s'élève à 24 millions d'euros au 30 septembre 2010, inchangée par rapport au 30 juin 2010.

Concurrence : Sur le sujet concurrence, il est par ailleurs mentionné trois enquêtes par des autorités de concurrence qui ne constituent pas des procédures judiciaires et pour lesquelles aucune provision n'est constituée.

- En Novembre 2008, la Commission européenne a procédé à des inspections chez plusieurs cimentiers implantés en Europe, dont Lafarge, sur le fondement de suspicions de pratiques anticoncurrentielles. L'enquête de la Commission est en cours. La date de sa clôture n'est toujours pas connue. Aucune conclusion ne peut être tirée à ce stade d'avancement.
- En Grèce, des enquêtes ont été ouvertes par les autorités de la concurrence à l'encontre de l'industrie cimentière en 2007. Le niveau de risque ne peut être apprécié à ce stade d'avancement.
- En Afrique du Sud, une enquête a été ouverte par les autorités de la concurrence à l'encontre de l'industrie cimentière en 2009. En l'absence d'avancée procédurale à cette date, le niveau de risque ne peut être apprécié à ce stade d'avancement.

États-Unis – Ouragan Katrina : fin 2005, des actions individuelles et de groupe (class actions) ont été introduites auprès du Tribunal fédéral de l'État de Louisiane (United States District Court for the Eastern District of Louisiana). Dans leurs allégations, les demandeurs considèrent que notre filiale américaine Lafarge North America Inc. et/ou d'autres défendeurs, dont le Gouvernement fédéral, sont responsables de décès et de dommages corporels et matériels, y compris environnementaux, subis par des personnes situées à la Nouvelle Orléans et dans ses environs, en Louisiane. Certaines de ces plaintes prétendent que ces dommages résultent d'une barge utilisée contractuellement par Lafarge North America Inc. qui aurait provoqué la rupture de la digue du "Inner Arbor Navigational Canal" à la Nouvelle Orléans durant ou à la suite de l'ouragan Katrina. Cette affaire a été transférée au Tribunal où sont traitées des actions impliquant également le Gouvernement des États-Unis. Le 21 mai 2009, le Tribunal a rejeté la demande de qualification d'action de groupe (class action). À ce stade, seules des actions individuelles peuvent intervenir et les audiences d'un premier procès impliquant un petit groupe de plaignants ont eu lieu depuis juin 2010. Une décision de première instance sur ce procès devrait intervenir d'ici la fin de l'exercice 2010.

De plus, en relation avec ce litige, l'une des compagnies d'assurance de Lafarge North America Inc., l' "American Steamship Owners Mutual P&I Association", a saisi le Tribunal fédéral de l'état de New York (United States District Court for the Southern District of New York) afin d'obtenir un jugement sur le fait que ces demandes ne sont pas couvertes par leur police d'assurance. Lafarge North America Inc. a fait appel d'une décision disposant que ce sinistre n'entraîne pas dans le champ d'application de leur police d'assurance. Enfin, deux autres actions ont été introduites par d'autres assureurs de Lafarge North America Inc. (les "Autres Assureurs") auprès du même tribunal afin d'obtenir un jugement sur le fait qu'ils ne sont pas tenus d'indemniser notre filiale pour ces demandes et coûts liés. Le jugement rendu par le tribunal sur ces actions était largement en faveur de notre filiale. Ces trois actions des assureurs ont alors été regroupées devant la "United States Court of Appeals for the Second Circuit" qui le 15 mars 2010 a confirmé la décision en faveur de l' "American Steamship Owners Mutual P&I Association" et a également jugé que si les polices des Autres Assureurs devaient trouver à s'appliquer, ces Autres Assureurs n'avaient pas à rembourser Lafarge North America Inc de ses frais juridiques et de procédures engagés avant l'arrêt de la Cour (dans le cas où notre filiale serait jugée responsable lors d'un jugement final, la limite de couverture des polices des Autres Assureurs est de l'ordre de 50 millions de dollars américains). Lafarge North America Inc n'a pas déposé de recours devant la Cour suprême contre cette décision de la Cour d'appel.

Notre filiale Lafarge North America Inc. oppose une défense vigoureuse à ces actions. Lafarge North America Inc. estime que ces allégations à son encontre sont sans fondement et que ces actions n'auront pas d'effet significatif défavorable sur sa situation financière.

Inde / Bangladesh : Le Groupe détient, conjointement avec Cementos Molins, 59 % de la société Lafarge Surma Cement qui opère une cimenterie au Bangladesh. Cette cimenterie est approvisionnée par du calcaire extrait d'une carrière appartenant à sa filiale indienne et située dans la région du Meghalaya en Inde. Ces activités au Bangladesh sont consolidées par intégration proportionnelle. Elles contribuaient au 31 décembre 2009 à l'actif total du Groupe et à son résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres, pour respectivement 91 et 12 millions d'euros. Lors d'une audience le 5 février 2010, la Cour suprême indienne a décidé de suspendre les opérations d'extraction de la carrière au motif que la zone dans laquelle elle se situe est aujourd'hui considérée comme zone forestière, ceci rendant nécessaire l'obtention d'un nouveau permis d'extraction. La procédure visant à l'obtention de ce nouveau permis continue devant la Cour suprême indienne.

Autres litiges : Le Groupe a reçu en septembre 2010 une notification de redressement portant sur les conditions d'exonération d'une partie de la plus value réalisée dans le cadre de la cession en 2007 de sa filiale turque Ybitas. Le Groupe a prévu de contester ce redressement qu'il considère infondé et n'est de fait pas en mesure, à ce stade, de prévoir l'évolution de cette procédure.

Enfin, certaines filiales du Groupe font l'objet de litiges et de réclamations dans le cours normal de leurs affaires. Le règlement de ces litiges ne devrait pas avoir d'effets significatifs sur la situation financière, les résultats ou les flux de trésorerie de la Société et/ou du Groupe. À la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autres procédures gouvernementales, judiciaire ou d'arbitrage qui pourrait avoir, ou a eu récemment, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

Note 9. Opérations avec des parties liées

Il n'y a aucune transaction significative sur la période avec des parties liées ni d'évolution quant à la nature des transactions telles que décrites dans la Note 30 des comptes consolidés du Document de Référence 2009.

Note 10. Événements postérieurs à la clôture

Néant.